



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 480 – 24 février 2023

❖ Régional

350 M USD du Japon à la BAfD pour le financement du secteur privé sur le continent

Le 17 février 2023, la Vice-Présidente de la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire [ont procédé](#) à la signature d'un accord de prêt de 350 M USD dans le cadre de l'Initiative d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA), qui permet de financer les opérations de la BAfD pour le secteur privé. Cette annonce s'inscrit dans le prolongement de la 8^{ème} Conférence internationale de Tokyo (TICAD 8), tenue en août dernier, où le Premier Ministre Japonais avait annoncé des investissements publics et privés à hauteur de 30 Mds USD sur 3 ans en faveur du continent. Pour rappel, dans le cadre de l'EPSA, le Japon avait déjà, à travers 7 prêts, fourni un montant total de 1,5 Md USD à la BAfD, contribuant à soutenir 51 projets dans le secteur privé, notamment sous forme de ligne de crédit.

Le montant mobilisé sur le marché des titres publics en hausse plus de 25% en g.a. en janvier 2023

Selon l'agence UMOA-Titres, une somme de 522,2 Mds FCFA (796,1 M EUR) [a été mobilisée](#) sur le Marché des Titres Publics (MTP) en janvier 2023 par les membres de l'UEMOA, soit une hausse de 25,4% en glissement annuel (g.a.). La Côte

LE CHIFFRE À RETENIR

4,5%

Le taux de croissance en Guinée-Bissau en 2023 selon la Banque mondiale

d'Ivoire est le pays ayant le plus recours au MTP en janvier 2023 (39% du total de la somme mobilisée) tandis que le Burkina Faso n'a pas réalisé d'émission. Au 31 janvier 2023, l'encours de la dette UMOA s'élève à 12 464 Mds FCFA (19 Mds EUR) réparti comme suit : Côte d'Ivoire (3,9 Mds EUR ; 22% de l'encours), Sénégal (3,7 Mds EUR ; 20%), Mali (2,5 Mds EUR ; 13%), Togo (2,5 Mds EUR ; 13%), Burkina Faso (2,1 Mds EUR ; 11%), Bénin (2 Mds EUR ; 11%), Niger (1,6 Md EUR ; 8%) et Guinée-Bissau (390 M EUR ; 2%).

❖ Bénin

Inflation à +1,3% en g.a. en janvier 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStad), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +1,3% en glissement annuel (g.a.) en janvier 2023, contre +2,8% en g.a. le mois précédent. Si les secteurs des transports (+12,3% en g.a.) et du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+5,8% en g.a.) enregistrent des importantes progressions,

ces évolutions ont été atténuées par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,8% en g.a.) ou encore des restaurants et hôtels (-2,1% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation est estimé à 0,8% en janvier 2023.

🇸🇵 Burkina Faso

Augmentation des prix des boissons et cigarettes pour soutenir l'effort de guerre

Suite à la création, le 20 janvier 2023, du Fonds de soutien patriotique (FSP) afin de soutenir les efforts de défense et de sécurisation du territoire national, le Ministre en charge de l'Economie, des Finances et de la Prospective [a fixé](#), dans un arrêté signé le 25 janvier 2023, les modalités d'alimentation du FSP. Ainsi, les produits du tabac, les boissons, les produits de la parfumerie ou encore certains produits cosmétiques se verront attribués une taxe, collectée par les brasseries locales et les industries de tabac sur leurs ventes aux distributeurs, visant à alimenter le FSP. A titre d'exemple, il est ajouté 100 FCFA (0,15 EUR) sur chaque bouteille de boisson alcoolisée produite localement et 50 FCFA (0,08 EUR) sur chaque bouteille de boisson non alcoolisée produite localement.

🇸🇵 Cap-Vert

Inflation à +15,5% en g.a. en janvier 2023

Selon l'institut national de la statistique (INE), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 15,5% en glissement annuel (g.a.) en janvier 2023, contre +7,6% en g.a. le mois précédent. Cette évolution est portée par la hausse des prix des produits alimentaires (+33,9% en g.a.), des boissons alcoolisées et tabac (+27,8% en g.a.) ou encore des transports (+18,7% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 8,7% en janvier 2023.

🇸🇵 Côte d'Ivoire

Accord avec la France pour une assistance technique dans le domaine fiscal

Le 21 février 2023, le Ministre ivoirien du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le Ministre français de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique [ont procédé](#) à la signature d'une convention de coopération dans le domaine fiscal en présence du Premier Ministre ivoirien. Dans le détail, la France apportera une assistance technique à la Côte d'Ivoire afin d'améliorer son système fiscal et notamment la collecte de recettes fiscales. En outre, au cours des différentes réunions de travail, d'autres domaines de coopération ont été évoqués parmi lesquels le secteur de la transformation et de l'agroalimentaire.

5 Mds USD pour l'accès universel à l'eau potable à l'horizon 2030

A l'occasion de la cérémonie d'ouverture du 21^{ème} congrès international de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA), le Premier Ministre ivoirien [a annoncé](#) l'entrée en vigueur du Plan "Eau Pour Tous" visant à couvrir les besoins en eau potable de l'ensemble des ivoiriens, en milieu rural comme en milieu urbain, à l'horizon 2030. A cet effet, une enveloppe de près de 5 Mds USD sera **mobilisée** afin d'œuvrer notamment pour : (i) la pérennisation des ressources en eau à partir des fleuves des grandes villes et des eaux souterraines ; (ii) l'**accélération** du nombre de stations de traitement des eaux usées à Abidjan pour l'assainissement et (iii) la mise en place de réseaux de collecte des eaux usées à l'intérieur du pays (particulièrement Bouaké, San Pedro, Gagnoa et Korhogo).

Le taux de transformation locale de l'anacarde s'élève à 21,8% en 2022

Dans [un communiqué](#) publié le 20 février 2023, le gouvernement ivoirien a annoncé que la production de noix de cajou avait enregistré une hausse de 6% en 2022 pour atteindre 1 028 172 tonnes. Par ailleurs, près de 70% de la production a été exportée, principalement vers le Vietnam et l'Inde, tandis que 21,8% de la production a été transformée localement (contre 9% en 2018). Avec cette performance, le pays se hisse au 3^{ème} rang mondial des pays transformateurs et fournisseurs de noix de cajou. Pour rappel, l'objectif du gouvernement est d'atteindre un seuil de transformation locale de 50% de la production à horizon 2030.

🍷 Gambie

Près de 8 M EUR pour la construction de routes dans le cadre du projet GIRAV

Dans le cadre du Projet de développement agricole inclusif et résilient de la Gambie (GIRAV) financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 M USD, une somme d'environ 500 M GMD (7,7 M EUR) [sera allouée](#) à la réhabilitation et la construction de routes de desserte, visant à **faciliter l'accès des fermiers aux routes principales**. Ce projet vise à promouvoir les chaînes de valeur agricoles, en se concentrant sur les petits exploitants agricoles et les agro-entreprises, ciblés par les tronçons de route du projet.

🍷 Guinée

Lancement des travaux de construction de la route minière d'AMC

Le 15 février 2023, le Premier Ministre guinéen ainsi que le Ministre en charge des Mines [ont procédé](#) au lancement officiel des travaux de construction de la route minière reliant la préfecture de Boké à celle de Gaoual. Longue de 102 km, cette infrastructure est la première composante du projet de bauxite de Koumbia,

porté par la compagnie australienne Alliance Mining Commodities, et dont la production est annoncée pour fin 2024.

🍷 Guinée-Bissau

Croissance à 4,5% en 2023 selon la Banque mondiale

Selon [un rapport](#) de la Banque mondiale (BM) publié le 17 février 2023, le taux de croissance en Guinée-Bissau devrait s'établir à 4,5% en 2023 en raison d'une bonne campagne 2023 de récolte de noix de cajou. Toutefois, selon la BM, le pays se caractérise notamment par une importante fragilité institutionnelle, une faible base de capital humain, l'absence de secteur privé, une économie peu diversifiée ou encore une importante pauvreté (2/3 de la population vivrait avec moins de 1,9 USD par jour). Afin de réduire ces phénomènes, la BM préconise de mettre en place des réformes visant à : (i) renforcer la gouvernance ; (ii) investir dans le capital humain en mettant l'accent sur l'éducation ; (iii) améliorer le climat des affaires.

🍷 Mauritanie

Aura Energy annonce une hausse des ressources d'uranium du projet Tiris de plus de 50%

Le 14 février 2023, l'entreprise basée en Australie Aura Energy [a annoncé](#) que suite à de nouveaux forages, les réserves d'uranium du projet Tiris sont désormais estimées à 29,6 M de livres, soit une augmentation de plus de 50% par rapport aux estimations initiales. Pour rappel, la décision **finale d'investissement doit être prise au troisième trimestre 2023** pour une entrée en production début 2025.

🇳🇪 Niger

Don de 15 M EUR de la KFW via l'UNICEF en matériels roulants et biomédicaux

Le ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires sociales [a participé](#), le 22 février 2023, à une cérémonie de réception de matériels roulants et biomédicaux octroyés par la coopération allemande (KFW) via l'UNICEF pour une valeur de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR). Cet appui contribuera entre autres aux financements de campagnes de vaccination, à la construction d'infrastructures sanitaires de base et à l'électrification via des panneaux solaires. Ce don, destiné à 8 régions du Niger, s'inscrit dans le cadre de la politique de réduction de la mortalité liée à la Covid 19 à travers la vaccination.

Le Président de la République en visite à Bruxelles

Le Président de la République du Niger s'est rendu à Bruxelles le 16 février 2023 et [a notamment rencontré](#) le Président du Conseil européen, la Commissaire européenne des partenariats internationaux et le Vice-président de la Commission européenne. Plusieurs secteurs ont été abordés dans le cadre de leurs échanges, le relèvement économique des zones touchées par l'insécurité dont le programme sera intensifié, le capital humain, l'industrialisation du secteur rural (agriculture, élevage) et le secteur privé en général. L'Union européenne qui est l'un des partenaires stratégiques du Niger, s'est engagée à accompagner davantage le Niger notamment en matière de sécurité et de promotion du secteur privé. Pour la période 2022-2024 l'appui de l'UE s'élève à 503 M EUR, dont 219 M d'aide budgétaire.

🇸🇳 Sénégal

Des investissements à près de 2,5 Mds EUR dans le cadre de la stratégie nationale de souveraineté alimentaire

Dans le cadre de sa stratégie de souveraineté alimentaire, le gouvernement sénégalais [a établi](#) en lien avec les acteurs des filières agricoles et les partenaires techniques et financiers un programme d'investissement dit "Compact" de 1592 Mds FCFA (2,4 Mds EUR). Ainsi, ce programme vise à intensifier et moderniser les systèmes de production du pays, augmenter la productivité des exploitations et développer l'aquaculture afin de booster la production nationale et de réduire la dépendance aux importations. A cet effet, des investissements seront réalisés pour : (i) la réalisation d'aménagements hydroagricoles ; (ii) la mise en place de fermes, de bergeries, et de cultures fourragères ; (iii) la construction d'infrastructures de production de poisson. Enfin, le programme sera financé à 60% par l'état sénégalais, avec l'appui des bailleurs, et à 40% par le secteur privé.

Accord à plus de 430 M EUR pour la réalisation de 2 infrastructures énergétiques à Saint Louis

Le 22 février 2023, la banque Afreximbank et la compagnie d'électricité sénégalaise Ndar Energies SA [ont signé](#) un accord-cadre de financement portant sur le développement d'une centrale électrique de 250 MW et d'un gazoduc à Saint-Louis pour un montant estimé à 430 M EUR. L'accord prévoit que Ndar Energies SA et Afreximbank financeront le développement, la conception, la construction, et l'exploitation de la centrale électrique. Ce projet permettra de diversifier la production d'électricité, en bénéficiant notamment des ressources gazières du Sénégal et ainsi de faire baisser le prix de l'électricité pour les ménages et entreprises sénégalaises. En outre, l'investissement contribue à un accès à l'énergie plus fiable, abordable et durable.

Sierra Leone

Inflation à +38,5% en g.a. en janvier 2023

Selon l'institut national en charge de la statistique, le taux d'inflation s'est établi à +38,5% en glissement annuel (g.a.) en janvier 2023, contre +37,1% le mois précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+47,5% en g.a.), du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+32,7% en g.a.), des transports (+32,1% en g.a.) ou encore des vêtements et chaussures (+33% en g.a.). La région Nord-Ouest (+47,9% en g.a.) affiche le plus important taux d'inflation tandis que la région Nord, le plus faible (+35,9% en g.a.).

Togo

Plus de 60 M EUR de la Banque mondiale pour favoriser l'électrification rurale

Le 21 février 2023, le gouvernement togolais et la Banque Mondiale (BM), à travers l'Association internationale de développement (IDA), ont signé une convention de financement portant sur un appui financier de 39,7 Mds FCFA (60,5 M EUR) en faveur du Projet régional d'intervention d'urgence en énergie solaire (RESPITE – un projet

régional qui sera également mis en œuvre au Libéria, au Tchad et en Sierra-Leone). Grâce à cet appui financier, le Togo prévoit la construction d'une centrale solaire dans la commune de Dapaong, à l'extrémité nord du pays (région des Savanes), d'une puissance de 25 Mégawatts-crête, avec 40 Mégawatts-heures de stockage. Elle permettra l'électrification d'environ 60 localités rurales de la région. Outre la centrale solaire, ce financement permettra l'installation de 1 853 lampadaires et le raccordement au réseau électrique de 12 100 ménages environ. Pour rappel, selon la BM, 54% de la population disposait d'un accès à l'électricité en 2020.

Plus de 300 M EUR sur 5 ans pour développer l'économie bleue

Selon le Ministre en charge de l'Economie Maritime, 70% des activités économiques togolaises sont liées à la façade maritime du pays et le pays tirerait de ces activités près de 75% de ses recettes fiscales. Face à ce constat, le gouvernement entend mobiliser près de 205,5 Mds FCFA (313,2 M EUR) sur 5 ans pour dynamiser le secteur de l'économie bleue. Dans le détail, ces fonds viseront à améliorer la gouvernance et les capacités de prévention du secteur, de manière à contribuer à son développement économique et à lutter contre les phénomènes climatiques (érosion maritime par exemple), qui menacent les activités économiques situées près des côtes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr